



Contact : Pierre BOUKHALFA
2, avenue Pierre Mendès France
74960 CRAN GEVRIER
04.50.46.84.34
mél : pierre.boukhalfa@worldonline.fr
Site : <http://galopin74.free.fr>

Bonjour,

Les dates des élections sont désormais connues : 22 avril et 6 mai pour la présidentielle, 10 et 17 juin pour les législatives. Les facho-libéraux sont déjà en campagne depuis longtemps (ils n'ont guère cessé depuis 2001 !). L'édito de l'Huma en annexe analyse bien leur course à l'échalote.

En face, les anti-libéraux essaient d'avancer ensemble : des progrès ont été réalisés à Paris et ça commence à bouger à Annecy.

En revanche, les anti-fascistes sont toujours l'arme au pied alors même qu'il est plus que probable qu'il y aura un candidat fasciste ou assimilé au second tour (Sarkozy pour les optimistes, Le Pen pour les autres). Il n'est pas exclu qu'une forte abstention porte Le Pen en tête avec plus de 20, voire plus de 25% des voix. En revanche, l'« affiche » Le Pen-Sarkozy pour un second tour est hautement incroyable, les deux se disputant le même électorat.

Il n'en reste pas moins qu'il y a un travail de romain à mener contre la progression des idées fascistes, xénophobes, anti-jeunes, etc., qui « contaminent » désormais une grosse part de la droite, mais aussi des gens qui se disent « de gauche ».

Le réseau antifasciste de la Chaîne Humaine contre les haines lance un « appel aux cerveaux » élargi pour lister toutes les initiatives à mener : définition d'un cahier de revendications à soumettre à tous les candidats, élaboration d'argumentaires pour démonter l'idéologie de l'extrême-droite, expression dans la campagne...

Une première réunion « annécienne » ouverte à toutes les bonnes volontés est convoquée mercredi 1er novembre de 17H30 à 19H30, pour recenser les réponses par mél et ceux qui souhaitent s'impliquer. Une assemblée Générale extraordinaire de la Chaîne Humaine aura lieu le 11 novembre à 17H30 pour entériner les décisions prises.

Merci de faire passer l'info.

Amicalement

EDITORIAL PAR PATRICK APEL-MULLER **Sarkozy nous fait payer ses mises**

Nicolas Sarkozy ressemble à ces joueurs de casino qui jouent d'autant plus gros pour se refaire qu'ils perdent à tous les coups. Sauf que la mise, ce sont les populations les plus modestes qui la paient. Devant les tensions persistantes et les enchaînements de violence qui s'enclenchent, le ministre de l'Intérieur ne connaît que la surenchère. Des agressions de policiers sont punies aujourd'hui de dix ans de réclusion ? J'en rajoute cinq !, répond-il en substance, et direction les assises. Des mineurs récidivent ? Qu'on les traite comme des adultes. Des familles sont dans la misère et leurs enfants sèchent des cours ? Qu'on leur coupe les allocations familiales. Les banlieues modestes n'en peuvent plus d'être désignées à la vindicte et d'être le terrain des provocations du chef de l'UMP ? « Multipliez les contrôles routiers à l'entrée des cités populaires ! » Et il stigmatise encore les chômeurs en insinuant qu'ils touchent les minimaux sociaux pour ne rien faire.

L'émulation joue à plein dans ce jeu dangereux.

Le premier ministre réclame la paternité des dernières mesures. Le garde des Sceaux, Pascal Clément, proclame qu'il va donner aux parquets des instructions de « grande fermeté » et, déjà, on voit tomber des peines hallucinantes contre des voleurs de croissants. Un fêtard breton vient d'être condamné à un mois de prison ferme pour avoir uriné sur un distributeur bancaire. Il faut dire qu'il touchait à l'argent, en quelque sorte... De grands médias glissent sur la même pente accompagnant le sarko-show, proclamant les versions de guet-apens sans vérification - aux Tarterêts, l'enquête a démenti la version sarkozienne - et agitent

le spectre de l'insécurité.

Là encore, Nicolas Sarkozy puise son inspiration et son modèle aux États-Unis. Qui, chacun le sait, est un pays modèle en matière de sécurité des personnes... Finira-t-il, d'escalade en escalade, par légaliser la torture comme vient de le faire son ami George Bush ?

Il est déjà le seul candidat potentiel pour 2007 à avoir refusé de soutenir l'interdiction des bombes à sous-munitions, comme le demandait Handicap International. En fait, l'ultralibéralisme dont le chef UMP se fait le chantre s'accompagne d'une vision policière de la société. Les magistrats et leurs syndicats de toutes tendances s'en inquiètent. Des policiers aussi, comme le secrétaire général adjoint de l'UNSA police qui s'alarmait hier dans nos colonnes que le ministre « monte la population contre la police ». Les prisons sont surpeuplées et enferment des gens dans d'épouvantables conditions sans leur donner la moindre chance de réinsertion sociale à la sortie.

Les provocations à l'égard du tribunal de Bobigny n'étaient pas un dérapage. Elles visent à force d'approximations et de mensonges à préparer l'opinion afin que la droite place la justice à sa botte. Elle serait même devenue un objet de désordre à suivre le ministre de l'Intérieur ! La décision du Conseil d'État qui rétablit les 35 heures dans l'hôtellerie-restauration hérisse l'écu de Neuilly. La mise en cause de la légalité des CNE - des contrats précaires - devant des tribunaux aussi. Le gouvernement a tenté d'empêcher que les juges puissent les examiner. Quand on veut faire de cette institution un supplétif d'opérations populistes, on s'en prend à la démocratie, aux fondations de la République.

Cette politique n'est ni humaine ni efficace.

En aggravant l'insécurité sociale, elle étend l'insécurité tout court. Elle multiplie les fractures et les exclusions. En inventant une sorte d'ennemi intérieur qui menacerait la tranquillité de chacun, elle s'attache à briser les solidarités.

Article paru dans l'édition du 21 octobre 2006.